

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3653 - JEUDI 9 JANVIER 2020

PROGRAMME DES 100 JOURS

Des chiffres qui évaluent les premières actions du président Tshisekedi

Selon les chiffres recueillis auprès du ministère du Budget, du Fonds de promotion de l'industrie et du Fonds national d'entretien routier, le volume des projets arrêté à 2,481 milliards de dollars américains, dans le cadre du Programme d'urgence pour les cent premiers jours du mandat présidentiel, a connu un taux d'exécution de 8,7 % entre janvier et septembre 2019. Ledit programme visait à convaincre les derniers hésitants de la détermination du successeur de Joseph Kabila à engager la RDC dans la voie du développement. Pour l'Observatoire de la dépense publique sur la gestion des finances, ce programme a été géré « en violation de la loi cadre régissant les finances publiques en RDC ».

Page 5



Asphaltage d'un tronçon routier à Kinshasa

SANTÉ PUBLIQUE

La RDC a dépassé le seuil de six mille cas de rougeole



Face à cette augmentation du nombre de cas de cette maladie, particulièrement chez les enfants de moins de 5 ans, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) appelle à plus de mobilisation de fonds pour stopper cette épidémie. Dans un communiqué rendu public par l'agence onusienne, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique in-

Un enfant recevant un vaccin antirougeoleux vite les partenaires à intensifier leur assistance. L'OMS salue l'engagement du gouvernement dans les efforts visant à mettre fin à l'épidémie et se dit également reconnaissante de la générosité des donateurs. Depuis le début de l'année 2019, environ trois cent dix mille cas suspects de rougeole ont été notifiés.

Page 5

PERSPECTIVES ÉLECTORALES

Le projet de mutation du FCC en parti politique fait débat

Après l'échec de son candidat à la présidentielle du 30 décembre 2018, la plate-forme de Joseph Kabila veut se transformer en un vrai parti politique pour réaliser sa vision nationaliste et mieux affronter l'enjeu électoral de 2023. Concrètement, le FCC ne devait plus garder sa structure actuelle de plate-forme où chaque parti et regroupement

politique continuera à garder son autonomie. Tout en saluant l'initiative qui, pense-t-on, contribuerait à réduire significativement le nombre des partis politiques en RDC, certains analystes craignent néanmoins des obstacles si les animateurs des partis affiliés n'arrivent pas à bien gérer leurs appétits politiques.

Page 2



André Alain Atundu, communicateur du FCC

UNIKIN

Tout étudiant trouvé au home au-delà du délai fixé sera considéré comme un infiltré

Page 4

ÉDITORIAL

UA

À u regard des défis qui se posent à elle de nos jours, l'Union africaine (UA) a réellement du pain sur la planche. Attardons-nous sur la sécurité des biens et des personnes. Il n'est aucune région du continent où la liberté de circulation, considérée comme faisant partie des libertés fondamentales des peuples ne soit mise à l'épreuve des violences armées. Et les cinquante-quatre Etats qui forment l'organisation continentale ne parviennent pas à défendre des solutions viables à cette menace grandissante.

En se proposant d'inscrire l'objectif de « faire taire les armes sur le continent » au cœur de leur action cette année- le président de la République l'a énoncé devant les ambassadeurs, le 6 janvier-, les dirigeants africains prennent un engagement fort exigeant. Car devant eux se dressera toujours le piège dont leurs pays ne sont jamais sortis depuis les années des indépendances : celui du repli sur soi, de la préférence nationale au détriment de la préférence continentale. Au sein de leurs micro-Etats légués par le colon, même quand les enjeux sont multilatéraux, beaucoup ne songent pas à s'ouvrir et mutualiser leurs efforts.

Il faut pourtant retenir qu'en termes de projections, l'Afrique n'est pas restée à court d'idées. La création de nombreux ensembles sous-régionaux, tous dédiés à son émancipation est en effet la preuve que l'espérance est au cœur des préoccupations des institutions publiques et de ceux qui les gouvernent. A contrario, la stabilité des Etats qui aurait pu être érigée en impératif, où constituer le sujet de toutes les initiatives audacieuses quand elle se délite quelque part fait figure de parent pauvre des mobilisations à l'échelle du continent.

Chacun pour soi, Dieu pour tous, voilà à peu près la devise à laquelle tous les Etats africains sont attachés. On imagine que si le Pacte d'assistance mutuelle, dont l'Afrique s'était dotée dans le cadre de son organisation continentale avait fonctionné, les groupes terroristes qui opèrent à ciel ouvert dans plusieurs régions auraient eu beaucoup de mal à prospérer. De nos jours, ils sont devenus plus puissants que les armées nationales qu'ils ont choisi de défier faisant payer à leurs hommes et aux populations civiles le plus lourd tribut.

A charge pour l'Afrique de se ressaisir méthodiquement si elle veut se bâtir un avenir radieux.

Le Courrier de Kinshasa

PERSPECTIVES ÉLECTORALES

Le projet de mutation du FCC en parti politique fait débat

Après l'échec à la présidentielle du 30 décembre 2018, la plate-forme de Joseph Kabila a beaucoup appris de ses erreurs et veut se transformer en un vrai parti politique pour réaliser sa vision nationaliste pour mieux affronter l'enjeu électoral de 2023.

Au Front commun pour le Congo (FCC), l'on travaille déjà sur la perspective électorale de 2023. Les projets et les idées s'entrechoquent dans cette plate-forme politique qui, pour le besoin de la cause, tend à se muer en parti politique. L'enjeu est de taille. A Kingakati où a eu lieu la dernière grand-messe de la « Kabilie », il en a été abondamment question. L'idée fait son chemin. Il est question de lever une option idéologique afin de matérialiser l'ambition du président honoraire, Joseph Kabila, « de travailler avec tous les patriotes et toutes les forces nationalistes au bénéfice de notre peuple et de la République ».

Dans sa récente conférence de presse à Kinshasa, Alain Atundu Liongo, un des principaux communicateurs du FCC, a fait part de la volonté de son regroupement politique de se muer en un grand parti politique fédérateur autour des idéaux de Joseph Kabila. Plus concrètement, le FCC ne devait plus garder sa structure actuelle de plate-forme politique où chaque parti et regroupement politique continuera à garder son autonomie. Il est question que tous les partis et associations affiliés se fondent dans une superstructure sous la férule de l'autorité morale.

Autant dire que le FCC a tiré les leçons de l'échec de son candidat à la présidentielle de décembre 2018 et veut repartir d'un bon pied dans la perspective des élections de 2023. Pour ce faire, la « Kabilie » est en train de mettre tous les atouts de son côté en com-



André Alain Atundu, communicateur du FCC

mençant par se restructurer de l'intérieur. Et même, la volonté clairement exprimée d'aplanir ses divergences avec l'Eglise catholique fait partie des stratégies concoctées en interne pour ne pas rater le coach en 2023, quand bien même son autorité morale, Joseph Kabila, n'a pas encore décliné ses ambitions politiques futures.

Il s'agit là d'une gageure pour le FCC qui devra s'atteler à faire adhérer ses membres à une idéologie commune où chacun se reconnaît malgré son identité politique propre. Les réticences des uns et des autres face à ce projet se justifient par la peur de leur disparition sur la scène politique. En se délestant de leurs partis politiques au profit du grand ensemble tel qu'envi-sagé, certains cadres du FCC redoutent une perte de leur in-

fluence politique dès lors qu'ils vont œuvrer dorénavant pour l'émergence de la vision politique d'un seul homme.

Tout en saluant l'initiative qui, pense-t-on, contribuerait à réduire significativement le nombre des partis politiques en RDC, certains analystes craignent néanmoins des obstacles si les animateurs des partis du FCC n'arrivent pas à bien gérer leurs appétits politiques. Les luttes de positionnement et autres querelles intestines déjà difficiles à gérer dans la formule actuelle du FCC ne risqueraient-elles pas de s'exacerber davantage si cette mutation devenait effective ? Une question qui, à en croire Alain-André Atundu, fait partie des sujets de réflexion en cours des discussions au sein de la plate-forme. Dossier à suivre.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COOPÉRATION

Le ministre belge des Affaires étrangères reporte sa visite en RDC

Sa visite de travail en RDC était prévue du jeudi 9 au samedi 11 janvier, pour procéder notamment à la réouverture officielle du consulat de Belgique à Lubumbashi.

Ce report est dû au fait que le ministre belge des Affaires étrangères et de la Défense, Philippe Goffin, doit participer à une réunion des chefs de la diplomatie des pays de l'Union européenne convoquée vendredi à Bruxelles, au sujet des tensions entre les USA et l'Iran.

Philippe Goffin, qui a annoncé ce report le mardi 8 janvier a indiqué que situation internationale tendue entre les États-Unis et l'Iran bouscule les agendas politiques de nombreux pays. « Depuis le début, l'Europe rappelle l'importance du dialogue et de la désescalade. C'est un vrai regret de postposer cette visite au Congo mais ce voyage, planifié dans le cadre de la relation privilégiée renouvelée entre nos deux pays, se fera prochainement », a-t-il indiqué dans un communiqué, expliquant devoir « impérativement participer » à la réunion extraordinaire des ministres européens des Affaires étrangères consacrée à la crise iranienne.

Philippe Goffin devait se rendre en RDC pour rencontrer son homologue congo-

laise, Marie NTumba Nzeza, ainsi que le président Félix Antoine Tshisekedi à Kinshasa et pour procéder officiellement à la réouverture du consulat général de Belgique à Lubumbashi, fermé en janvier 2018, à la suite de la crise diplomatique entre la RDC et la Belgique. « Ce poste reprend cependant déjà ses activités », a précisé Philippe Goffin, dont le séjour en RDC aurait constitué sa première visite bilatérale à l'étranger et aurait également été la première visite d'un ministre fédéral belge en RDC depuis celle du prédécesseur de Philippe Goffin, Didier Reynders, en novembre 2017 pour inaugurer la nouvelle ambassade de Belgique à Kinshasa, en pleine crise diplomatique belgo-congolaise.

La RDC a autorisé la réouverture du consulat de Belgique à Lubumbashi, lors du 16e conseil des ministres tenu le vendredi 27 décembre à Zongo, dans la province du Kongo central, sous la direction du président de la RDC, Félix Tshisekedi. « Après examen du dossier, le conseil des ministres a marqué formellement son accord à la demande exprimée



Philippe Goffin/DR

par la Belgique de voir les autorités congolaises procéder à la réouverture de leur consulat à Lubumbashi. Par ailleurs, afin de bien manifester la disposition de la République démocratique du Congo à entretenir de bonnes relations diplomatiques avec la Belgique, le chef de l'État a chargé madame la ministre d'État, ministre des Affaires étrangères (Marie Tumba Nzeza, nldr) d'examiner les modalités de réou-

verture de notre consulat à Anvers (Belgique) », indiquait le compte-rendu de ce conseil fait par le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication et des Médias, David-Jolino Diwampovesa Makelele.

Les relations entre Bruxelles et Kinshasa s'étaient dégradées il y a deux ans en plusieurs phases. D'abord avec la suspension du Programme de partenariat militaire (PPM) bilatéral en avril 2017, puis début 2018 à la suite

d' « une révision fondamentale » de la coopération décidée par le gouvernement belge jusqu'à « l'organisation d'élections crédibles » en RDC. En effet, les autorités belges avaient décidé de revoir leur coopération bilatérale avec la RDC en réorientant leurs fonds de développement vers des ONG en lieu et place des institutions publiques congolaises. Utilisant le principe de réciprocité, la RDC avait notamment fermé son consulat d'Anvers en Belgique et demandé à la Belgique de fermer son consulat général à Lubumbashi, de mettre fin aux activités de sa nouvelle agence de développement (Enabel) et de fermer la Maison Schengen à Kinshasa. Les fréquences de Brussels Airlines avaient également été réduites de sept vols hebdomadaires à quatre.

Ces mesures ont été annulées depuis l'entrée en fonction de Félix Tshisekedi et un nouvel ambassadeur de Belgique, Jo Indekeu, a pris ses fonctions fin octobre à Kinshasa, alors qu'un nouveau consul général, Bart Coessens, a déjà regagné Lubumbashi. Les autorités congolaises doivent pour leur part nommer à la fois un nouvel ambassadeur en Belgique et un consul général à Anvers.

Patrick Ndongidi

DIALOGUE SUR LA SÉCURITÉ À L'EST DU CONGO

Jean-Claude Katende propose des conditions

Pour le président de l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho), toutes concertations à organiser dans cette optique ne devraient avoir comme ordre du jour que la paix et la sécurité dans cette partie du pays et non le partage du pouvoir ou la remise en cause des institutions établies.

Jean-Claude Katende relève avec satisfaction qu'avec les massacres quotidiens de Beni et Butembo, d'autres voix lui emboîtent le pas et s'élèvent maintenant pour proposer le dialogue ou les concertations sur la situation sécuritaire à l'Est. Pour ce juriste et penseur libre, cette proposition était même pertinente et d'une grande nécessité. Quand il y a péril en la demeure, indique-t-il, on ne peut refuser de se rencontrer, de se parler pour trouver ensemble des solutions à l'insécurité qui fait trop de victimes à l'est du pays. Pour lui, refuser une telle proposition, c'est exposer la nation à des surprises de toute nature. Mais, pour le président de l'Asadho, il était seulement important de bien circonscrire les termes de référence du dialogue ou des concertations en question pour éviter que le pays puisse tomber dans l'erreur de ceux qui remettent en cause toutes les institutions de

la République. « On ne peut pas accepter le perpétuel recommencement », a-t-il dit dans sa page d'opinions libres du 8 janvier 2020.

Jean-Claude Katende a, par ailleurs, rappelé que les élections de 2018 n'étaient pas exemptes des reproches, et que les institutions actuelles ne sont pas parfaites. Mais, selon lui, on ne peut pas prendre l'option de tout chambouler. « C'est irresponsable », note-t-il. Pour lui, si l'idée des concertations ou dialogues est acceptée, il serait important de prendre en compte certains points.

De l'avis de ce juriste, le dialogue ne devra traiter que de la situation sécuritaire à l'est du Congo. « Il faut éviter tout débat visant le partage de pouvoir, la remise en question des institutions politiques issues des élections de 2018 », a-t-il conseillé. Alors qu'il est également contre la participation, à ces assises, de la communauté internationale et des



Jean-Claude Katende

experts internationaux. Il me semble important, a-t-il affirmé, que, cette fois-ci, les Congolais réfléchissent entre eux sans la participation de la Communauté internationale ni des experts internationaux. On nous a toujours dit, a-t-il poursuivi, que la Communauté internationale est là pour nous accompagner. Ceci veut dire que c'est nous qui réfléchissons, qui décidons et après, nous pouvons prendre contact avec nos partenaires pour nous accompagner dans la mise en œuvre de nos décisions. De cet avis, Jean-Claude Katende soutient que, pour une

fois, les Congolais peuvent réfléchir par eux-mêmes et pour eux-mêmes. « Du reste, nous ne devons pas nous voiler la face. Chacun de nous connaît le rôle que certains États de la Communauté internationale ont joué dans l'agression du Congo par l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi », a-t-il affirmé.

Dans le cadre de ces assises, le président de l'Asadho préconise qu'aucun perdriem ne soit donné aux participants pour leur présence. Selon lui, les participants de province devront être logés, nourris et transpor-

tés par l'organisation. « Il faut un engagement patriotique », a-t-il conseillé, en notant que le dialogue ne devrait pas prendre plus de cinq jours de travail et que les institutions en place doivent prendre l'engagement de mettre en œuvre toutes les résolutions prises lors du dialogue. Aussi, Jean-Claude Katende propose que les débats soient diffusés par la radio et la télévision pour que tous les Congolais soient informés alors que ces assises devraient être financées par les moyens nationaux.

Lucien Dianzenza

UNIKIN

Tout étudiant trouvé au home au-delà du délai fixé sera considéré comme un infiltré

La mise en garde a été faite par la police, après la décision du gouvernement de l'arrêt de toutes les activités au sein de cette institution et l'obligation de tous les étudiants de quitter les résidences universitaires.

Le commissaire provincial de la police/ville de Kinshasa, le général Sylvano Kasongo rappelle aux étudiants de l'Université de Kinshasa (Unikin) qu'il a reçu l'ordre de procéder au déguerpissement de tout occupant qui restera au home après l'ultimatum de 48 heures donné aux étudiants par le gouvernement pour quitter les résidences universitaires. Selon lui, tout étudiant de l'Unikin qui sera au home après ce délai, qui expire le jeudi 9 janvier 2020, sera considéré comme un infiltré. « C'est pourquoi, tout étudiant qui sera présent à l'Unikin après le jeudi 9 janvier 2020 sera considéré comme un infiltré, un ennemi de la République, faisant partie des bandits qui ont tué et blessé grièvement les éléments de la police le lundi 6 et le mardi 7 janvier derniers », a souligné le général Sylvano Kasongo, dans un



Pes pneus brûlés à l'entrée principale de l'UnikinDR

communiqué daté du 8 janvier 2020.

Le général Sylvano Kasongo fait, par ailleurs, savoir que le commissariat provincial de la police/ville de Kinshasa usera de tous les moyens légaux à sa disposition pour exécuter cet ordre lui donné par les autorités compétentes. Il en appelle également aux parents et tuteurs des étudiants régulièrement inscrits comme résidents aux homes de leur demander d'évacuer volon-

tairement avant le lancement de l'opération de déguerpissement forcé.

Toutes les activités suspendues

Il est rappelé que le gouvernement central, via le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), a décidé, à l'issue de la réunion tenue le mardi 7 janvier 2020 au ministère de l'Intérieur, de suspendre toutes les activités au sein de l'Unikin et l'évacuation, endéans 48 heures,

de tous les occupants des résidences estudiantines. Après ce délai des deux jours pour l'évacuation volontaire, la police a reçu l'ordre de procéder à l'évacuation forcée de tous les récalcitrants.

Ces mesures, note-t-on, ont été prises en rapport avec les derniers événements qui ont eu lieu au sein de cette institution universitaire dont le bilan a fait état de graves dégâts matériels et humains. Annonçant ces mesures, le ministre de l'ESU, Thomas Luhaka, qui a appelé le Comité de gestion de l'Unikin à collaborer dans l'application de ces dites mesures, a indiqué que ces dernières ont été prises en accord avec le Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, et après concertations avec le Comité national de sécurité.

Il est rappelé que deux policiers ont été tués et d'autres blessés, le 7 janvier, lors de ces manifestations des étudiants de l'Unikin, qui protestent contre la hausse des frais académiques. Alors que ces derniers ont également saccagé le siège de l'Association des professeurs, la succursale de la banque et l'agence de la

poste situées au rez-de-chaussée du bâtiment administratif, ainsi que la salle de promotion localisé au même endroit. Ils ont, en outre, brûlé plusieurs véhicules de l'Unikin et des particuliers trouvés dans le site universitaire.

En réaction, le gouvernement, qui a suspendu toutes les activités au sein de cette université, a également décidé du délogement des étudiants des homes, en promettant d'ouvrir une enquête pour permettre d'identifier les vrais étudiants bénéficiaires de logement pour être rapidement reloger ou réinstaller, d'identifier les auteurs des troubles et de les déférer devant la justice. « Il est demandé aux autorités compétentes de la police nationale congolaise, des services de sécurité et de la justice, de procéder le plus rapidement possible à l'identification et à l'arrestation des auteurs de ces forfaits pour qu'ils subissent la rigueur de la loi », avait indiqué le ministre Thomas Luhaka à l'annonce de cette décision.

Lucien Dianzenza

MINEMBWE

Un collectif d'avocats pour défendre les Banyamulenge

L'avocat belge Bernard Maingain a annoncé avoir été mandaté par la communauté Banyamulenge, dans la province du Sud-Kivu pour conduire une « mission de défense judiciaire » à Minembwe visant à s'opposer à la « destruction volontaire, violente et sauvage » de cette communauté, indique l'agence Belga.



L'avocat belge Bernard Maingain. © HERWIG VERGULT - BELGA

L'objectif de cette mission, explique-t-on, est de contribuer par voie légale à l'interruption des cycles de violence, à la restauration de l'État de droit et à la reprise d'une relation pacifiée avec toutes les communautés environnantes dans la paix, la sé-

curité et la justice», indique un communiqué cosigné le 6 janvier par Me Bernard Maingain et Me Jean-Paul Shaka, avocat au barreau de New-York.

Pour les avocats, le cycle de violence contre les Banyamulenge « s'apparente de façon visible

aux pogroms qui ont touché la communauté tutsi dans les années cinquante au Rwanda. C'est cette dérive à tendance génocidaire qu'il faut arrêter en restaurant les fonctions régaliennes de l'Etat au Sud-Kivu et en mettant un terme au

cycle de l'impunité ».

Selon Bernard Maingain, avocat spécialisé dans les questions judiciaires en Afrique centrale, « plusieurs victimes et organisations de la société civile opérant à Minembwe lui ont donné mandat d'agir en leur nom et pour leur compte ». Il s'agit de « plusieurs dizaines de mandats ». Bernard Maingain sera « assisté, soutenu et entouré par une équipe d'avocats de la communauté (Banyamulenge), basés en RDC et à l'étranger », souligne

(CPI), la Gambienne Fatou Bensouda. Me Maingain ajoute avoir pris contact avec les autorités congolaises et les services de la Monusco (la Mission de l'ONU en RDC) « en vue de bénéficier d'une assistance et d'une protection dans l'exercice de sa mission ».

Les Banyamulenge, rappelle-t-on, sont des Congolais tutsi aux ascendances rwandaises vivant essentiellement dans la région des Hauts-plateaux du Sud-Kivu, situés à plus de 2000 m d'altitude

« s'apparente de façon visible aux pogroms qui ont touché la communauté tutsi dans les années cinquante au Rwanda. C'est cette dérive à tendance génocidaire qu'il faut arrêter en restaurant les fonctions régaliennes de l'Etat au Sud-Kivu et en mettant un terme au cycle de l'impunité »

le texte. L'avocat prévoit de se rendre sur place pour recueillir « les témoignages de victimes et préparer les plaintes » qui seront ensuite remises aux autorités judiciaires congolaises, avec copie à l'attention du procureur auprès de la Cour pénale internationale

sur les sommets des montagnes dominant le lac Tanganyika. Ils sont depuis des mois l'objet d'attaques de la part de divers groupes armés Mai Mai issus des communautés Bembe, Bafuliro et Bashi.

Patrick Ndungidi

PROGRAMME DES 100 JOURS :

Les chiffres évaluent les premières actions du président Tshisekedi

Élu à la tête d'un Etat continent, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo s'est mis directement au travail sans attendre la formation d'un gouvernement de coalition issu du scrutin de décembre 2018. Le 2 mars, il a dévoilé les grands axes de son programme d'urgence pour les cent premiers jours de son mandat. Selon les chiffres recueillis auprès du ministère du Budget, du Fonds de promotion de l'industrie et du Fonds national d'entretien routier, le volume de projets arrêté à 2,481 milliards de dollars américains (USD) a connu un taux d'exécution de 8,7 % entre janvier et septembre 2019.

Au départ, le programme des cent jours prévoyait un financement global de l'ordre de 304 millions USD avant une réévaluation à 2,481 milliards USD plus tard. On le sait, le programme des cent jours visait à marquer l'opinion et à convaincre les derniers hésitants de la détermination du nouveau président à engager la RDC dans la voie du développement. Par ailleurs, le cabinet de la présidence a confirmé en son temps l'implication de plusieurs ministères dont les Finances et le Budget, de la conception à la réalisation des projets. Dans le cadre de l'accompagnement sur le terrain du programme d'urgence des cent jours, plusieurs institutions de la République ont mis sur pied des cellules de suivi.

Une ONG inquiète

Évaluant le programme, l'Observatoire de la dépense publique sur la gestion des finances (Odep) a mené une étude sur son exécution au cours de la période comprise entre janvier et septembre 2019. La conclu-

sion générale de l'organisation est que le programme a été géré « en violation de la loi cadre régissant les finances publiques en RDC ». Selon elle, cette situation marque malheureusement un grave recul après de nombreux progrès dans le secteur. Il se dégage de l'analyse des premiers chiffres que 84 % des marchés ont été passés de gré à gré, 15 % par appel d'offres et moins de 1 % par des marchés publics imprécis (sans adresses). Pour la petite précision, les données proviennent essentiellement du ministère du Budget et de l'Autorité de régulation des marchés publics. « Le gouvernement congolais a passé une centaine des marchés publics sur 492 que comptait le programme de cent jours, dont le budget s'élève à 2,813 507 milliards USD. L'exécution de ces marchés publics a été caractérisée par trois faits importants : l'absence de libellé complet de vingt et un projets d'une valeur de 1 764 256 USD ; cinquante-quatre projets

d'un montant de 431 millions USD ont été effectués avec appel d'offres, contre vingt et un projets d'une valeur de 2 380 456 milliards effectués de gré à gré ».

Dans l'ensemble, l'Odep note sept facteurs inquiétants : le faible financement du programme de cent jours, la prépondérance des marchés de gré à gré, les projets surfinancés et surfacturés, la faible exécution des projets « route », la violation du circuit de la dépense publique et du Manuel de procédure, la concentration des ressources au sein des institutions et le défaut de suivi et de contrôle. Dès lors, il s'avère indispensable que les autorités RD-congolaises revoient les choses pour réussir ce programme d'urgence qui vise à répondre aux besoins pressants de la population. Des recommandations allant dans ce sens ont été formulées à l'endroit du chef de l'État, du Parlement, du Premier ministre et des organes supérieurs de contrôle.

Laurent Essolomwa

SANTÉ PUBLIQUE

La RDC a dépassé le seuil de six mille cas de rougeole

Face à cette augmentation de nombre de cas de de cette maladie surtout chez les enfants de moins de cinq ans, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) appelle à plus de mobilisation de fonds pour stopper cette épidémie.



La vaccination contre la rougeole

Dans un communiqué de presse rendu public par l'agence onusienne, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Moeti invite les partenaires à intensifier leur assistance : « Nous faisons tout notre possible pour maîtriser cette épidémie. Pourtant, pour vraiment réussir, nous devons nous assurer qu'aucun enfant ne court le risque inutile de mourir d'une maladie facilement évitable par la vaccination. Nous exhortons nos partenaires donateurs à intensifier leur assistance d'urgence ».

Pour sa part, le Dr Amédée Prosper Djiguimé, chargé du bureau de l'OMS en RDC, salue l'engagement du gouvernement dans les efforts visant à mettre fin à l'épidémie et se dit également reconnaissant de la générosité des donateurs. « Mais nous devons encore faire plus. Des milliers de familles congolaises ont besoin de notre soutien pour alléger le fardeau de cette épidémie prolongée. Nous ne pouvons y parvenir sans les fi-

nances suffisantes », fait-il savoir. Sous le leadership du ministère de la Santé de la RDC, l'OMS, Gavi, l'Alliance du vaccin et d'autres agences et partenaires ont vacciné plus de dix-huit millions d'enfants de moins de 5 ans à travers le pays en 2019. Cependant, dans certaines zones, la couverture vaccinale systématique reste encore faible, tandis que 25 % des cas de rougeole enregistrés concernent les enfants de plus de 5 ans, qui sont les plus vulnérables.

Depuis le début de l'année 2019, environ trois cent dix mille cas suspects de rougeole ont été notifiés. L'épidémie a été aggravée par la faible couverture vaccinale des communautés vulnérables, la malnutrition, la faiblesse des systèmes de santé publique, les flambées d'autres maladies à potentiel épidémique, l'accès difficile des populations vulnérables aux soins de santé et l'insécurité ayant entravé la riposte dans certaines zones.

Blandine Lusimana

AFROPOLITAN FESTIVAL

Zaïko Langa Langa fête son jubilé d'or à Bozar

Le concert exclusif que livrera l'orchestre mythique kinoïse, le 29 février 2020, dans la grande Salle Henry Le Boëuf du Palais des beaux-arts de Bruxelles est le grand moment de la quatrième édition de l'événement dédié à la création et la créativité afropolitaine organisé du 28 février au 1er mars.

Déjà annoncé comme un moment faste, le concert-événement de Zaïko Langa Langa lui offre une belle occasion de se produire à nouveau en Europe après une quinzaine d'années. Tout à l'honneur, l'orchestre du cinquantenaire des deux Congo, devenu lui-même cinquantenaire depuis le 24 décembre 2019, est à l'affiche dans la grande salle Henry Le Boëuf, cadre prestigieux du Bozar qui peut accueillir plus de deux mille personnes.

Bozar met un point d'honneur à rappeler qu'« au cours de ce demi-siècle d'activité musicale intense, Zaïko Langa Langa a forgé son propre style reconnaissable entre tous ». En effet, il faut souligner que dans le « Style Zaïko », mélange de rumba hyper rythmée et de funk, la danse a toujours eu une place de choix. Dans le lot, il y a eu Zekete Zekete, Washa Washa, Sonzo, Six, Rivole, Cavacha, Siatapata, Choquer, Tara, Volant, Guidon, Disco, sans oublier Nguouabin, celle du tout début, mars 1970. Certains de ces noms ne disent peut-être pas grand-chose



Une des scènes de l'Afropolitan Festival 2019

aux générations actuelles qui, elles, connaissent plutôt mieux Vimba et plus récemment encore Tokomesana. Voilà qui démontre à suffisance cette particularité du groupe de Jossart Nyoka Longo qui n'a pas d'égal dans la rumba congolaise.

Faut-il encore rappeler l'ambiance soutenue par les cris des atalaku, animateurs, qui savent ajouter leur grain de sel au soukous qui a traversé le temps et n'a cessé de plaire à plusieurs générations de mélomanes. Quant à ses célèbres solos de guitares, comme le soutient si bien le Bozar, ils ont ce mérite d'avoir « révolutionné la musique pop africaine et voyagé

à travers le monde ». Mais Zaïko a aussi offert des perles comme feu Papa Wemba et le guitariste Pépé Felly Manuaku, père du seben, pour ne citer qu'eux.

Zaïko Langa Langa n'a pas volé sa place dans la programmation de cette quatrième édition de l'Afropolitan Festival dont le thème est Heroes and Heroines. C'est dire que cette année, la rencontre veut explorer le lien que les Africains et Afro-descendants ont avec leurs héros et héroïnes, les grandes figures qui les inspirent. Elle a choisi d'en mettre particulièrement trois en avant, en l'occurrence Fela Kuti, Miriam Makeba et Toni Mor-

rison, l'écrivaine afro-américaine décédée en 2019. Ce n'est donc pas sans raison que l'événement a tenu à greffer l'emblématique groupe Zaïko Langa Langa à cet hommage rendu d'abord aux artistes susmentionnés.

Programmation diversifiée

Le show exclusif de Zaïko est un des moments attendu de l'Afropolitan Festival 2020 qui, en plus de la musique prévoit du cinéma, des débats, des expositions, de la mode, de la danse et du théâtre. La programmation diversifiée est une expérience culturelle assez complète. Elle entend faire découvrir aux visiteurs

la création et la créativité afropolitaine sous diverse facettes, à travers différentes figures et expressions artistiques. Il s'agit notamment du « programme de documentaires musicaux « Screen The Beat » et une projection de courts métrages de jeunes réalisateurs Afro-descendants installés aux Pays-Bas en partenariat avec le festival Africa In the Picture à Amsterdam ». Le pop-up censé faire l'ouverture est un moment dédié à la mode avec New African Wave et deux défilés pour célébrer de grandes figures afropolitaines. De son côté, Bintou Dembele, « figure du hip-hop en France et chorégraphe du récent ballet krump « Les Indes Galantes » va, avec le danseur New Yorkais, Cal Hunt, proposer une performance sur « l'aventure artistique et humaine de cette création pour l'Opera Bastille à Paris ». Par ailleurs, avec les soirées slam & rap offertes par Prezy, Joy Slam et Inua Ellams la jeune génération va elle aussi célébrer ses héroïnes et héros.

Les autres activités inscrites dans l'agenda du quatrième Afropolitan Festival à l'instar des débats, les Meet & Greet avec les artistes, les workshops et la nouvelle plateforme de networking des festivals afropolitains ne devraient pas manquer d'intéresser les visiteurs. Sans oublier, évidemment, les événements partenaires en dehors des murs du Bozar.

Nioni Masela



Ambassade de la République Islamique d'Iran Kinshasa

DECLARATION A L'OCCASION DE L'ASSASSINAT TERRORISTE DU GENERAL QASSEM SOLEIMANI

Le Général Qassem Soleimani, Commandant de la Force Quds du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (IRGC), a été assassiné en Irak, le vendredi 02 janvier 2020, lors de sa visite officielle dans la capitale irakienne Bagdad lors d'un raid aérien américain sous l'ordre du Président américain Donald Trump.

L'assassinat lâche du Général Soleimani, une autorité militaire d'un pays, par les Etats-Unis, est l'exemple flagrant d'un terrorisme d'Etat. Le Général Soleimani est un héros national et un pionnier dans la lutte contre les groupes terroristes dans la région. Son rôle pour empêcher la chute de la Syrie et de l'Irak aux mains des groupes extrémistes comme Daech (ISIS) est indéniable.

Les actes terroristes des Etats-Unis contre son intégrité physique représentent la nullité de leur slogan de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

En effet, le Général Soleimani a joué un rôle important en aidant aussi bien les peuples que les gouvernements de certains pays de la région, à leur demande, à combattre et à vaincre les groupes et entités terroristes les plus dangereux, tels que l'ISIS. Il était un éminent partisan de la cause Palestinien dans la lutte contre le sionisme.

Le Général Soleimani, autorité militaire officielle de haut niveau, était l'invité officiel des autorités irakiennes. De par leur acte illégal, les Etats-Unis ont porté atteinte à la souveraineté d'un Etat souverain et indépendant. L'attaque terroriste commise par l'appareil militaire des États-Unis en Irak est un exemple évident du terrorisme d'État et constitue une violation flagrante des principes fondamentaux du droit international, en particulier ceux énoncés dans la Charte de l'ONU, comme la violation de la souveraineté de l'Irak, et entraîne donc la responsabilité internationale des États-Unis. Il s'agissait d'un acte de guerre de la part des États-Unis contre le peuple Iranien. Donc, la responsabilité de la violation de ces lois et leurs conséquences incombent aux Etats-Unis.

Par cet acte, les Etats-Unis ont montré qu'ils sont un Etat voyou qui se donne le droit de commettre des actes de barbarie, d'atrocités hors civilisation au-delà des lois internationales. Ce sont des actes provocateurs dans le but d'accroître la tension dans la région à un niveau incontrôlable. Cet acte de provocation en consultation et en concertation avec le régime sioniste constitue une erreur stratégique qui va accroître le sentiment d'insécurité dans la région.

La politique des Etats-Unis est contraire aux obligations internationales et a affaibli sérieusement les différents efforts régionaux et mondiaux dans la lutte contre le terrorisme international notamment ceux énoncés dans les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Le martyr du Général Soleimani, figure internationale de l'axe de la résistance, démontre en réalité que les Etats Unis sont en conflit avec ceux qui font la guerre contre le terrorisme.

En fait, désigner un secteur des forces armées d'un pays dans la liste de soi-disant d'organisation terroriste par les Etats-Unis, est contraire aux règlements et principes reconnus dans le droit international et dans la Charte des Nations Unies y compris le principe de la légalité souveraine des Etats et ne peut donc en aucun cas constituer un justificatif pour menacer ou exercer la force contre ce pays-là surtout dans le territoire d'autres pays.

La République Islamique d'Iran refuse catégoriquement tous les arguments non fondés des autorités américaines pour justifier cette terreur criminelle et condamne avec vigueur ce crime atroce.

La République Islamique d'Iran utilisera son droit à travers les lois internationales afin d'adopter les mesures nécessaires pour sa défense légitime et se réserve le droit de répondre à cet acte de guerre au bon moment et au bon endroit.

Kinshasa, le 06 Janvier 2020

ETATS-UNIS/IRAN

Trump joue l'apaisement après les tirs iraniens en Irak

Le président américain Donald Trump a joué mercredi la carte de l'apaisement après des tirs de missiles iraniens sur des bases abritant des soldats américains en Irak, se félicitant que Téhéran «semble reculer» et se disant «prêt à la paix».

S'il a annoncé l'imposition immédiate de nouvelles sanctions économiques contre la République islamique, il n'a pas évoqué de réponse militaire, éloignant, pour l'heure, le spectre d'une escalade régionale, voire d'une guerre ouverte entre Washington et Téhéran. L'opération 'Martyr Soleimani' a été lancée par l'Iran au beau milieu de la nuit en représailles à l'élimination par Washington du général Qassem Soleimani à Bagdad. Au total, vingt-deux missiles sol-sol se sont abattus sur les bases de Aïn al-Assad (ouest) et Erbil (nord), où sont stationnés certains des 5.200 soldats américains déployés en Irak.

«Aucun Américain n'a été blessé dans les attaques de la nuit dernière», s'est félicité d'entrée le milliardaire républicain. «L'Iran semble reculer», ce qui est une bonne chose pour toutes les parties concernées et une très bonne chose pour le monde», a-t-il ajouté dans une allocution d'une dizaine de minutes. Le tempétueux locataire de la Maison-Blanche a conclu par un message à l'adresse du peuple irakien et de ses dirigeants: «Les Etats-Unis sont prêts à la paix avec tous ceux qui la veulent».

Représailles «proportionnées» – Un peu plus tôt, le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, avait salué

une «gifle à la face» des Etats-Unis, prévenant toutefois que ce n'était «pas suffisant». Il faut, avait-il dit, que «la présence corrompue des Etats-Unis dans la région prenne fin», alors que l'axe pro-Iran profite depuis vendredi d'un regain de sentiment anti-américain en Iran, mais aussi en Irak et au Liban.

«Nous ne cherchons pas l'escalade ou la guerre, mais nous nous défendons», avait abondé Mohammad Javad Zarif, le chef de la diplomatie, affirmant que les représailles «proportionnées» de la nuit étaient «terminées».

Mais si la riposte iranienne est close, reste la «riposte irakienne», qui ne sera «pas moins importante», ont déjà promis les factions armées pro-Iran dans le pays. Elles se poursuivront «jusqu'au départ du dernier soldat» américain, ont ajouté ces factions que Washington accuse d'être derrière les dizaines de roquettes qui ont déjà visé leurs soldats et leurs diplomates ces derniers mois.

La réponse est coordonnée avec le Hezbollah libanais et Téhéran, assurent ces factions, après les frappes iraniennes –qui selon l'armée irakienne n'ont pas fait de victime dans ses rangs. Si elles n'ont pas suscité de riposte immédiate, elles font plus que jamais redouter une escalade régio-

nale et un conflit ouvert.

Pour Phillip Smyth, spécialiste des groupes chiites armés, les tirs iraniens marquent une «nouvelle phase». L'Iran «a envoyé une réponse publique et d'ampleur», «un signal». La suite, affirme-t-il à l'AFP, pourrait être confiée «aux agents de l'Iran».

Dans le monde, des capitales appelaient au calme alors que d'autres maniaient la menace.

Les présidents turc Recep Tayyip Erdogan et russe Vladimir Poutine ont appelé «toutes les parties à agir avec retenue» alors que Londres estimait que «l'Iran devrait plutôt œuvrer en faveur d'une désescalade urgente». Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a lui prévenu: «quiconque nous attaque recevra une riposte retentissante».

Chypre, elle, «a donné son accord» à Washington pour que, temporairement, «une unité de réaction rapide» se serve de son sol pour «évacuer des missions diplomatiques américaines (...) et des citoyens américains».

Le Premier ministre démissionnaire irakien, Adel Abdel Mahdi, a indiqué avoir été prévenu des tirs imminents par «un message verbal» de Téhéran, «au moment» où les Américains appelaient pour indiquer que des missiles s'abattaient sur les bases où ils

se trouvent.

Il a dénoncé «une violation de la souveraineté de l'Irak», sans toutefois utiliser les termes sévères qu'il avait réservés aux Etats-Unis, dont le Parlement irakien réclame désormais la fin de la présence militaire sur son sol.

M. Abdel Mahdi passe pour être plus proche des pro-Iran que le président Barham Saleh et le chef du Parlement Mohammed al-Halboussi qui, eux, ont «condamné» et «dénoncé» la riposte iranienne sur leur sol.

La France et la Grande-Bretagne, membres de la coalition internationale antijihadistes, ont indiqué que ces frappes, qu'elles ont condamnées, n'avaient pas fait de victimes dans leurs rangs.

- «Tout va bien!» -

Selon des informations de presse citant un responsable américain, les forces de la coalition ont été prévenues à l'avance des frappes mais la provenance de cet avertissement n'était pas claire. «Via nos canaux de renseignement, nous avons été avertis qu'une possible attaque était imminente», a déclaré à l'AFP un porte-parole de l'armée norvégienne, qui compte environ 70 soldats sur la base d'Aïn al-Assad.

Une source de sécurité irakienne in-

dique toutefois à l'AFP que les forces irakiennes avaient évacué Aïn al-Assad avant même les frappes.

Les compagnies aériennes américaines, ainsi qu'Air France ou Lufthansa ont interdit le survol de l'Irak, de l'Iran et du Golfe après que les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique iranienne, ont menacé «des gouvernements alliés» des Etats-Unis, en premier lieu les Etats du Golfe, pris entre Iran et Irak, et Israël.

Les funérailles en Iran du général Soleimani, assassiné avec l'Irakien Abou Mehdi al-Mouhandis, leader des paramilitaires pro-Iran intégrées aux forces régulières irakiennes, ont été jusqu'à mardi soir ponctuées d'appels à la «vengeance».

Avant même les frappes de la nuit, plusieurs Etats membres de la coalition avaient annoncé sortir leurs soldats d'Irak. Si la France et l'Italie disent rester, Canadiens et Allemands ont redéployé

une partie de leurs troupes vers la Jordanie et le Koweït. L'Otan a décidé de retirer temporairement une partie de son personnel et «exhorté l'Iran à s'abstenir de toute nouvelle violence». M. Trump écarte tout départ, estimant que ce «serait la pire chose qui puisse arriver à l'Irak».

AFP

ÉLECTION À LA BAD 2020

La Cédéao soutient la candidature d'Akinwumi Adesina

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a approuvé la candidature du président de la Banque africaine de développement (BAD) Akinwumi Adesina, pour un deuxième mandat à la tête de l'institution.

Cette décision s'explique par la belle performance réalisée par Akinwumi Adesina lors de son premier mandat à la Cédéao. Le sommet de la Cédéao a déroulé le rapport d'étape sur les performances économiques de la région. Il s'est félicité du rôle de la BAD dans la transformation du continent et appelé à une plus grande coopération pour financer des projets en Afrique de l'Ouest. Dans son communiqué final, «l'Autorité prend note de l'amélioration des performances économiques de la région, le PIB réel de la Cédéao ayant augmenté de 3,3% en 2019 contre 3,0% en 2018, dans un contexte caractérisé par une baisse des pressions inflationnistes et des finances publiques saines». Élu en mai 2015, Akinwumi Adesina est le huitième président de la BAD. L'élection aura lieu cette année.

Noël Ndong

CYBERSÉCURITÉ

Genève abrite le sommet mondial des jeunes visionnaires 2020

Dans l'idée d'encourager les Etats à intégrer la technologie dans leurs politiques de développement, il s'ouvre ce 8 janvier à Genève, en Suisse, le sommet mondial des jeunes sur la cybersécurité.

Intitulée «Futurecasters», cette rencontre qui prendra fin le 10 janvier connaîtra la participation active d'environ sept cents jeunes étudiants issus de vingt-cinq pays du monde. Au cours de ce sommet de haut niveau, les participants échangeront sur plusieurs thèmes, entre autres, la technologie au service du développement, l'environnement, les atouts de la cybersécurité, les compétences numériques, l'intelligence artificielle et la pro-

tection en ligne des enfants.

Selon l'ONU, la réunion vise également à encourager les jeunes à faire entendre leur voix dans toutes les discussions et débats qui concernent le développement, en incluant les technologies pour la réalisation des dix-sept Objectifs de développement durable fixés par les Nations unies. «Le fait de donner la parole aux jeunes est particulièrement important car ils adoptent naturellement les technologies. Et, ce

sont eux qui hériteront du monde que les technologies sont en train de modeler. Il est donc essentiel de connaître leur point de vue et d'écouter leurs attentes vis-à-vis de la technologie. Parce qu'ils doivent être acteurs de la solution à apporter aux enjeux du monde», souligne l'ONU avant de spécifier que cette stratégie permettra à nous tous de définir une feuille de route véritablement efficace pour notre futur.

Rock Ngassakys

ENVIRONNEMENT

Le Gabon et la RDC signent un accord de protection de la forêt équatoriale

Un mémorandum d'entente entre les deux pays pour la protection de la biodiversité a été signé à Libreville au Gabon.

L'accord signé par les ministres de l'Environnement, Lee White pour le Gabon et Claude Nyamugabo Bazibuhe pour la RDC, vise à renforcer la coopération entre les deux pays dans les domaines de l'environnement, de la gestion durable des écosystèmes forestiers, de l'industrialisation de la filière bois, de la conservation, de la gestion des aires protégées, ainsi qu'en matière de lutte contre les changements climatiques, indique un communiqué. Il prévoit en outre la mise en place de programmes de renforcement des capacités techniques et scientifiques des Etats et des institutions partenaires dans les domaines précités. «Le Gabon dispose d'une expérience dans le domaine de l'environne-

ment depuis près de 120 ans. Il y a beaucoup à gagner dans une exploitation contrôlée et à une bonne gestion durable

des ressources forestières. La RDC pourrait bénéficier de l'expérience gabonaise dans ces domaines», avait indiqué le



chef de l'État de la RDC. Il voit en le Gabon, «un modèle dont il faut s'inspirer en matière de protection de l'environnement et en particulier de la forêt». Le Gabon abrite l'un des deux poumons verts de la planète, la forêt équatoriale. Près de 90% du Gabon est couvert de forêts tropicales et le pays a été à la pointe en matière de protection de l'environnement. Récemment, le Gabon a reçu un financement de la Norvège, pour un montant de 150 millions d'euros visant à soutenir ses efforts en matière de protection de la forêt. Lors de la COP 25 de Madrid, Libreville a été désigné pour prendre la présidence du groupe des négociateurs africains sur le climat.

N.Nd.

CRISE LIBYENNE

L'UE dénonce l'ingérence de la Turquie dans le conflit...

Dans un communiqué conjoint rendu public le 7 décembre, à l'issue d'une réunion à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni, se sont ouvertement opposés à l'intervention turc en Libye.

L'UE a souligné qu'elle était « fermement convaincue qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise libyenne », et appelé à une « cessation immédiate des hostilités ». Les Européens craignent que l'intervention militaire d'Ankara en soutien au Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU ne vienne envenimer la situation.

Expliquant aux journalistes la position des 27, qui condamne l'ingérence de la Turquie, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a indiqué que « cela fait référence à la décision turque d'intervenir avec des troupes en Libye ». « C'est quelque chose que nous rejetons et qui accroît nos inquiétudes sur la situation dans ce pays », a-t-il ajouté.

Le ministre allemand Heiko Maas, qui venait de s'entretenir avec ses homologues britannique, Dominic Raab, français, Jean-Yves Le Drian, et italien, Luigi Di Maio, a déploré le fait que la Libye soit devenue « un lieu où d'autres puissances se livrent une guerre par forces interposées ». « Nous

ne voulons plus l'accepter », a-t-il insisté.

« La Libye ne représente pas seulement un risque pour les phénomènes migratoires, elle est un risque (...) également pour le danger du terrorisme », a, pour sa part, déclaré le ministre italien, qui était ensuite attendu en Turquie, puis au Caire, en Egypte.

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE, dont Joseph M. Borrell, s'étaient retrouvés en urgence pour évoquer la situation en Libye où le maréchal Khalifa Haftar poursuit son offensive ciblant Tripoli.

Le 6 janvier, les forces de l'homme fort de l'Est du pays, ont annoncé s'être emparées de toute la ville de Syrte, jusque-là contrôlée par les militaires fidèles au GNA, basé dans la capitale libyenne.

Des experts avancent que les combats persistent en Libye parce que plusieurs pays s'y sont engagés dans un conflit par procuration. Le maréchal Haftar est, d'après ces analystes, soutenu par l'Egypte et les Emirats arabes unis – deux rivaux régionaux de la Turquie et d'un autre allié du GNA, le

Qatar - qui lui fournissent un appui diplomatique et militaire. La Russie est, quant à elle, soupçonnée d'avoir envoyé des mercenaires pour prêter main forte aux pro-Haftar. Ce que Moscou a toujours démenti.

Outre la Libye, les ministres des Affaires étrangères de l'UE s'étaient entretenus à Bruxelles du dossier portant sur les conséquences de l'assassinat, le 3 janvier, du général iranien, Qassem Soleimani, dans un raid américain à Bagdad. Ce qui était d'une importance capitale parce que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne sont cosignataires de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, dont le président américain Donald Trump a décidé de se retirer en 2018 en réactivant un régime de sanctions, ouvrant la voie à la crise actuelle entre Washington et Téhéran. Et dans la nuit du 7 au 8 janvier, l'Iran a frappé les bases abritant des soldats Américains en Irak. « L'évaluation des dégâts et des victimes est en cours. Jusqu'ici, tout va bien ! », a indiqué dans un tweet le président américain Donald Trump.

Nestor N'Gampoula

...Et promet d'intensifier ses efforts

L'Union européenne a promis, le 8 janvier, au chef du gouvernement libyen, Fayeze al-Sarraj, qu'elle va chercher des voies et moyens nécessaires pour trouver une solution pacifique en Libye, le chef de la diplomatie allemande s'inquiétant que ce pays en proie au chaos puisse devenir « une seconde Syrie ».

« L'Union européenne (UE) soutient pleinement le processus de Berlin et toutes les initiatives des Nations unies visant à trouver une solution politique globale à la crise en Libye », affirme un communiqué du Conseil européen (représentant les Etats membres) publié à l'issue de plusieurs réunions avec Fayeze al-Sarraj.

Une conférence internationale est prévue en janvier à Berlin afin de trouver une solution pour retourner au processus politique sous l'égide des Nations unies. Fayeze al-Sarraj, dont le Gouvernement d'union nationale (GNA) est confronté à une offensive des forces rivales qui contrôlent l'est du pays, a rencontré le même jour, à Bruxelles, le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, le président du Conseil européen, Charles Michel, ainsi que le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas. « Nous voulons empêcher la Libye de devenir le théâtre d'une guerre par procuration. Et faire en sorte que la Libye ne devienne pas une seconde Syrie », a lancé le chef de la diplomatie allemande à l'issue de la réunion.

Le responsable allemand avait déjà pris part la veille à une réunion d'urgence sur la Libye avec ses homologues français, britannique et italien.

Ces discussions interviennent après que les forces de l'homme fort de l'Est libyen, Khalifa Haftar - qui ont le soutien des Emirats arabes unis, de l'Egypte et de la Russie - ont pris le contrôle de la ville côtière de Syrte dans le cadre de sa campagne pour prendre Tripoli et évincer le GNA. « Le Premier ministre libyen a une fois de plus déclaré son soutien total au processus de Berlin, et en particulier qu'il était prêt à faire avancer ce qui doit y être convenu - à la fois un cessez-le-feu et un embargo sur les armes avec les Etats voisins, mais aussi et surtout le processus politique en Libye sous l'égide des Nations unies », a rapporté Heiko Maas. Josep Borrell avait au préalable averti que la situation était « très dangereuse » en Libye. Le 7 janvier, il avait condamné « l'ingérence de la Turquie » dans le conflit libyen.

Charles Michel est attendu ce week-end en Turquie pour rencontrer le président Recep Tayyip Erdogan.

Celui-ci, cité par le journal turc Hurriyet, indique avoir envoyé trente-cinq militaires en Libye en soutien au gouvernement de Tripoli, qui ne sont pas appelés à participer aux combats.

La Libye est plongée dans le chaos depuis un soulèvement soutenu par l'Otan en 2011, et la mort de Mouammar Kadhafi.

N.N'G. et AFP

HARIOM TRAVELS
Agence de Voyage & Tourisme

Visitez
les pays de vos Rêves avec nous

Billet + Hôtel + Loisirs
nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

Pointe-Noire (Rép. du Congo) + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09 salespnr@hariomtravels.net
Brazzaville (Rép. du Congo) + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50 salesbzv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

BUROTEC

Un fournisseur unique pour votre bureau

hp
lenovo
ASUS APC acer
Canon
DELL

Agence Pointe-Noire
98, Bld Charles de Gaulle - B.P. 828
Pointe-Noire - République du Congo
Tél. : 05 537 14 46 / 05 537 14 47 / 22 294 08 04
contact@burotec.biz / sales@burotec.biz

Agence Brazzaville
Rond point de la gare, immeuble Airtel, Centre-Ville
Brazzaville - République du Congo
Tél. : 05 537 14 71 / 05 537 14 75
contactbzv@burotec.biz / salesbzv@burotec.biz

www.burotec.biz

ACCORD DE KINKALA

Vers la sortie de pasteur Ntoumi?

Des collaborateurs de Frédéric Bintsamou alias pasteur Ntoumi sont convaincus que, dans un délai raisonnable, ce dernier pourrait regagner Brazzaville pour contribuer à la consolidation de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités signé le 23 décembre 2017 entre l'ex-chef rebelle et le gouvernement.

Jean Gustave Ntongo, signataire de l'accord pour le compte de Ntoumi et Franck Euloge Mpassi, un autre proche de ce dernier, s'exprimaient, le 8 janvier, au Palais du peuple, en marge de la cérémonie d'échange de vœux entre le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, et les forces vives de la nation.

Pour les intéressés, Frédéric Binstamou aurait bien voulu prendre part à ces retrouvailles s'il ne s'était pas posé quelques « problèmes techniques » qui restent à régler. Les deux proches de pasteur Ntoumi n'ont pas révélé la nature de ces « problèmes techniques » mais demeurent optimistes quant à l'aboutissement des pourparlers avec la partie gouvernementale.

Rappelons qu'après la signature de l'accord de Kinkala, l'ancien délégué général auprès du président de la République chargé de la réparation des séquelles de guerre posait à nouveau le problème de son statut et de sa résidence pour quitter les profondeurs du département du Pool où il s'était retiré, courant 2016, quand ses hommes avaient relancé les hostilités contre la Force publique.

Il se pourrait que les « détails techniques » auxquels Jean Gustave Ntongo et Franck Euloge Mpassi font allusion soient liés, entre autres, à ces deux sollicitations. La sortie de Ntoumi serait un signe supplémentaire d'apaisement pour le Pool et le pays, ont-ils estimé.

Les Dépêches de Brazzaville

VŒUX DE NOUVEL AN

Les forces vives invitent les acteurs politiques à transcender leurs états d'âme

Le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile, Céphas Germain Ewangui, a lancé un appel le 8 janvier aux acteurs politiques de transcender leurs états d'âme, leurs passions, rancœurs et émotions. Il s'est exprimé à l'occasion de l'échange de vœux avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Le but étant, selon lui, de contribuer à l'édification d'une société tolérante où les « uns et les autres doivent avoir pour préoccupation majeure la consolidation de la paix, de la cohésion nationale, du bien vivre ensemble pour tous ». Tout ceci pour faire de la démocratie une source de tous les espoirs au Congo.

Les forces vives de la Nation ont exhorté le chef de l'Etat à trouver des voies et moyens pour donner davantage de la vitalité à la démocratie dans le pays.

2020 étant l'année de la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance du Congo, elles ont également encouragé le président de la République « à tout mettre en œuvre pour impulser de manière plus dynamique les institutions de la République afin qu'elles se mettent, toutes, à la hauteur de leurs tâches respectives, condition sine qua non de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit. »

Abordant le volet économique, Céphas Germain Ewangui a rappelé que la crise que connaît le pays depuis quelques années a stoppé nette la course de fond lancée en vue d'accélérer son progrès. « En ce moment de relance de l'économie de notre pays, les forces vives de la Nation vous exhortent à veiller, de très près, à la recherche des solutions pertinentes sur l'accès aux soins de santé



Céphas Germain Ewangui rendant public le message de la société civile DR

pour tous, à l'habitat, à l'amélioration du panier de la ménagère, à l'accompagnement des jeunes dans l'entrepreneuriat, l'emploi, l'auto-emploi... », a-t-il poursuivi.

La société civile a, par ailleurs, loué les efforts du chef de l'Etat dans le cadre de son mandat à la présidence de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), ainsi que toutes les actions visant le rayonnement de la diplomatie congolaise à l'échelle internationale.

« Nous relevons ces illustrations pour vous rassurer que les forces vives de la Nation ne sont pas dupes. Elles vous soutiennent en connaissance de cause dans l'accomplissement de votre vision, votre programme, de vos efforts

inlassables pour le bien du Congo, notre pays », a dit le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile.

Les représentants des partis politiques, de la société civile et d'autres couches de la société ont aussi noté avec satisfaction la détermination du chef de l'Etat quant au maintien de la gratuité des offres de santé, en cette période difficile. « Nous avons pris bonne note de votre demande au gouvernement pour une évaluation urgente de l'efficacité des mesures sur cette gratuité, question d'apporter des corrections idoines, vraiment profitables aux populations ciblées en d'éventuels dysfonctionnements », ont-ils insisté.

Parfait Wilfried Douniama

EDUCATION

La CEJP invite l'Etat congolais à plus d'effort

Dans la suite des activités de célébration de la Journée internationale des droits de l'homme, la Commission épiscopale justice et paix (CEJP) a organisé, le 8 janvier, à Brazzaville, un atelier sur le droit à l'éducation.



Une vue des participants/Adiac

Au cours de ce moment d'échange qui a réuni les agents des ministères des Enseignements et les membres des organismes de la société civile, les participants ont centré leurs discussions autour de la place que le Plan national de développement (PND) accorde à l'éducation nationale.

Concernant les dysfonctionnements dans l'éducation, les participants à cet atelier se sont, en effet, accordés du fait que malgré la situation économique, les pouvoirs publics devraient prendre des mesures urgentes et nécessaires pour assurer aux enfants et jeunes une bonne éducation. Cela permettra d'aboutir à une

formation qualifiante et performante. Ils ont, en outre, estimé que les efforts consentis par l'Etat ne répondent pas puisque, contrairement à certains pays africains, l'éducation nationale ne bénéficie que de 8% sur le budget national du Congo.

Trois exposés ont été développés lors de cet atelier. Le premier qui a été animé par le coordonnateur du CEJP, l'abbé Félicien Mavoungou, a porté sur le thème : « L'encadrement juridique du droit à l'éducation ». L'orateur a détaillé les devoirs des pouvoirs publics dans le domaine de l'éducation. « Le Congo était un modèle dans ce secteur, au niveau conti-

formation qualifiante et performante. Ils ont, en outre, estimé que les efforts consentis par l'Etat ne répondent pas puisque, contrairement à certains pays africains, l'éducation nationale ne bénéficie que de 8% sur le budget national du Congo.

Le deuxième exposé, « Ecole verte au Congo, une expérience de la CEEDUC », a été animé par la sœur Clarisse, tandis que le Pr Lecas Attonsi a, pour sa part, développé le thème portant sur l'éducation en République du Congo, hier et aujourd'hui/proposition d'un livre Blanc sur l'éducation au Congo.

Rude Ngoma

ENSEIGNEMENT

La Fétrasséc juge le quota de recrutement insuffisant

Pour la Fédération des travailleurs de la science, des sports, de l'enseignement, de l'information et de la culture (Fetrasséc), le recrutement à la Fonction publique d'environ deux mille jeunes sortis des écoles normales annoncé par le président de la République, pour cette année, ne pourra pas combler le déficit sur le terrain.

« J'annonce que le gouvernement procédera dès 2020, à la reprise des recrutements dans les services sociaux et prioritaires, dans l'enseignement, en vue d'amorcer l'augmentation et le renouvellement progressifs d'un corps enseignant en déficit de formateurs de métier », avait déclaré le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le 17 décembre 2019, dans son discours sur l'état de la nation devant le Parlement réuni en congrès.

Dans une déclaration rendue publique, le 8 janvier à Brazzaville, le secrétariat fédéral de la Fétrasséc s'est réjoui de l'intérêt que le chef de l'Etat accorde aux problèmes de la nation. Seulement, la structure syndicale estime que le quota annoncé n'est pas suffisant. « Cette mesure qui paraît salutaire à première vue ne répond que peu aux attentes de l'école congolaise qui, depuis plusieurs décennies accuse, parmi tant d'autres maux, un déficit criant de plus de vingt mille enseignants qualifiés. C'est pourquoi la Fetrasséc demande humblement au président de la République de revoir à la hausse ce quota afin de donner satisfaction à ces jeunes qui attendent, depuis plusieurs années, leur recrutement et leur intégration à la Fonction publique », a déclaré le secrétaire général de la Fétrasséc, Basile Ngoli.

« Nous invitons le président de la République, garant de la paix et de l'ordre social de prendre en compte tous les paramètres inhérents à la situation décriée afin de sauvegarder les équilibres sociaux dans notre pays »

Par ailleurs, la Fétrasséc constate qu'en dehors de l'enseignement les autres secteurs sociaux sont laissés-pour-compte. « Nous invitons le président de la République, garant de la paix et de l'ordre social de prendre en compte tous les paramètres inhérents à la situation décriée afin de sauvegarder les équilibres sociaux dans notre pays », a conclu le secrétaire général de cette fédération.

Rominique Makaya

MINISTERE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE
ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES
EN STATISTIQUES
UNITE DE COORDINATION DU PROJET



DEMANDE DE COTATION N°002/PSTAT /20

1. Le Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) se propose de lancer une consultation pour l'acquisition du matériel et fournitures de bureau ; la location des véhicules pour couvrir les opérations du 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-5) du Congo. Les différentes acquisitions sont réparties en lots suivants :

LOTS	ARTICLES DEMANDES	QUANTITES
	ACQUISITION MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	
1	Bidons plastique de contenance 25 Litres (déjà nettoyés)	165
	Pelles	77
	Machettes	77
	Lampes torches	77
	Cartons de grosses piles de torches	90
	Cartons de piles Alcaline de GPS	90
	Haches	80
	Imperméables	320
	Bottes	320
	Pierre noire	170
2	Gilets de sauvetage	90
3	Matelas	320
4	Convertisseur chargeur	90
	Groupe électrogène	80
5	Kit camping house	320
	Réchaud à pétrole	80
	Marmites	100
	Assiettes	170
	Gobelets	170
	Cuillères	170
	Couteaux	170
	Fourchettes	170
6	Pack de 2 stylos/agent/mois	320
	Gomme	320
	Correcteur	320
	Pack de 2 Crayons	320
	Pack de 3 Taille-crayons	320
	cahiers de 100 pages/agent/pour terrain	320
	Planchette/agent pour écrire	320
	Pack de 2 règles graduée plastique 50 cm,	320
	Fourre-tout ou trousseau	320
	Chemise à sangle pour mettre les documents	320
	Chemise à sangle	100
7	Cartouche d'encre d'impression M7	50
	Encre HP Color Laser Jet M750 Couleur Noir 650A (CE270A)	6
	Encre HP Color Laser Jet M750 Couleur Cyan 650A (CE271A)	5
	Encre HP Color Laser Jet M750 Couleur Magenta 650A (CE273A)	5
	Encre HP Color Laser Jet M750 Couleur Jaune 650A (CE272A)	5
	5	
	Cartouche d'encre d'impression A0 HP Designjet Z2100 Photo	
	Encre HP Color HP Designjet Z2100 Photo Ligh magenta 70 (ML)	5
	Encre HP Color HP Designjet Z2100 Photo Ligh cyan 70 (LC)	5
	Encre HP Color HP Designjet Z2100 Photo, photoblack 70 (PK)	5
	Encre HP Color HP Designjet Z2100 Photo Ligh gray 70 (LG)	5
	Encre HP Color HP Designjet Z2100 Photo Matte Black 70 (MK)	5
	Encre HP Color HP Designjet Z2100 Photo Cryan 70 (C)	5
	Encre HP Color HP Designjet Z2100 Photo Magenta 70 (M)	5
	Encre HP Color HP Designjet Z2100 Photo Yellow 70 (Y)	5
	Disque dur externe 2TB 2.5»	5
	Antivirus Kaspersky Internet Security 2017-4UTLS-1AN	10 pour deux postes
	Rouleau papier blanc Clairefontaine 80g (3FT) 914mmx50m-A0+Promo	10
	Rame de papier A3 80g blanc qkdcz paquet 500	100 Cartons
	Rame de papier A4 80g blanc Gold paquet 500 ukhcz	100 Cartons
	Chemise à sangle Exacompta Unite	100 Cartons
	Chemise cartonnée Exacompta tq Unite	200 Cartons
	Sous chemise Unite ref 850000	200 Cartons
	Marqueur permanent Schneider noir 133	100 Cartons
	Marqueur permanent Schneider rouge 133	100 Cartons
	Marqueur permanent Schneider blue 133	100 Cartons
	Tops 505 Stylo noir stqz Schneider Unite	10 Cartons
	Tops 505 Stylo rouge stqz Schneider Unite	10 Cartons
	Tops 505 Stylo bleu stqz Schneider Unite	10 Cartons
	LOCATION VEHICULE	
8	Location véhicule : Kintele et Ile Mbamou-Cuvette-Pool	8
9	Location véhicule : Sangha-Plateaux	7
10	Location véhicule : Kouilou-Niari-Lékoumou-Bouenza	13

- Chaque soumissionnaire peut participer à un ou plusieurs lots.
- Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer gratuitement la demande de cotation auprès de l'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) sise derrière l'ambassade des États Unis d'Amérique au Congo, bloc 1, parcelle 70/59 bis, arrondissement 2 Baongo, tél : +242 22 613 31 08 ; E-mail : pstatcongo@gmail.com de 9h 00 à 16 h00
- Les offres doivent être envoyés sous plis fermé à l'adresse sus indiquée.
- La date limite de dépôt des offres est fixée au jeudi 23 janvier 2020 à 12h 00.
- L'offre doit porter la mention suivante : <<A NE PAS OUVRIR, LOT N°xxx>>.
- Les soumissionnaires demeurent liés par leur offres pendant 45 jours. La séance d'ouverture des plis n'est pas publique.

Fait à Brazaville le 09 janvier 2020

Le Coordonateur,
Patrick Valery ALAKOUA.-

ACTION HUMANITAIRE

Les Etats-Unis volent au secours des victimes des inondations

L'ambassade des Etats-Unis au Congo a acheminé, le 7 janvier à Brazzaville, un convoi alimentaire à destination de la sous-préfecture de Mossaka et de la localité de Loukoléla, en réponse à l'assistance humanitaire sollicitée par l'Etat congolais auprès des partenaires pour les victimes des inondations au nord Congo.

Les sept barges du bateau Motaba sont remplies de quatre-vingt tonnes du riz parfumé, vingt-trois tonnes de haricots jaunes, huit tonnes d'huile ainsi qu'une tonne du sel iodé. L'ensemble de ces vivres sera acheminé, à destination, durant cinq jours de navigation et alimentera plus de vingt-quatre

mille familles victimes d'inondations dans cette partie du pays. Le programme alimentaire mondial (PAM), qui apporte une assistance alimentaire d'urgence depuis le mois de novembre 2019, a déjà atteint plus de quatre-vingt mille bénéficiaires dans la Likouala et la Cuvette.

« A Mossaka et Loukoléla, le PAM va distribuer cent-vingt tonnes de produits alimentaires, don des Etats-Unis. Tous ces produits sont fortifiés en éléments nutritifs pour une vie saine et active. La ration fait plus de mille huit cents calories très essentielles pour un apport journalier et quatre-vingt pour cent d'iode. La pêche artisanale et la potabilité de l'eau sont perturbées par l'inondation. L'assistance doit continuer pour apporter une réponse complète à cette catastrophe. Nous invitons l'ensemble des partenaires du Congo à contribuer à l'effort humanitaire en cours », a expliqué Jean-Martin Bauer, représentant du PAM au Congo.

Le PAM révèle dans un communiqué que le prix du sac de cinquante kilogrammes de fa-



Le bateau Motaba en train d'être chargé de vivres/Adiac

rine de manioc qui coûtait 7500 FCFA en août-septembre 2019 avant les inondations est passé à 12.500FCFA en fin décembre 2019, à Mossaka.

Soulignons que les champs, cultures et les petits élevages dans ces localités sont dévastés par la furie des eaux qui ont monté jusqu'à plusieurs centimètres de la surface naturelle. En effet, pour que les familles se rétablissent économiquement, il va falloir compter plus de huit mois.

« Ces inondations sont les ef-

fets du réchauffement climatique qui, d'ailleurs, sont manifestes partout dans le monde entier jusqu'aux Etats-Unis. Nous sommes de cœur avec les familles victimes des inondations. Le peuple américain est toujours prêt à aider nos amis les Congolais », a déclaré Alisande Ross, conseillère à la presse et aux affaires culturelles à l'ambassade des Etats-Unis au Congo.

Par ailleurs, le capitaine du bateau, Célestin Mpompa, a assuré

que toutes les conditions d'équipages, de voyage et de conservation de produits sont réunies pour que l'opération d'acheminement se déroule normalement. Très préoccupé par l'urgence et la situation actuelle des habitants des localités victimes, le chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis, Dan Travis, a déclaré : « Nous espérons que ces vivres soulageront la population de Mossaka en ce moment particulièrement difficile ».

Fortuné Ibara

« Ces inondations sont les effets du réchauffement climatique qui, d'ailleurs, sont manifestes partout dans le monde entier jusqu'aux Etats-Unis. Nous sommes de cœur avec les familles victimes des inondations. Le peuple américain est toujours prêt à aider nos amis les Congolais »

BRAZZAVILLE

Des pointes d'érosion menacent la voie ferrée

Le niveau de vigilance doit être élevé par les services habileté du Chemin de fer Congo-océan (CFCO) pour prévenir les dégâts qui peuvent subvenir en cas de pluies diluviennes.

La dernière pluie qui s'est abattue sur Brazzaville, dans la nuit du 6 janvier, a laissé de dangereuses traces à quelques endroits du chemin de fer Congo-océan. Près du siège de l'AOGC, à Mougali dans le quatrième arrondissement de la capitale, le sol s'est fissuré sur la voie ferrée. Sur un rayon d'environ un mètre, les rails se sont retrouvés en suspens à cause du petit trou qui s'y est constitué. La digue construite à la lisière pour contenir un éventuel effondrement a cédé en par-



Des vues de la partie dégradée par la pluie fissure. Le constat fait sur le terrain, dans la matinée du 8 janvier, affiche une réparation du dégât. Le trou est comblé, les rails sont remis à l'ordre. Visiblement, la solution n'est pas durable puisque

tie. Le décor de nature à faciliter un déraillement au cas où un train y passerait avant réparation a fait peur aux riverains notamment ceux qui vivent dans la parcelle sur laquelle s'est penchée cette grave

quelques fissures sautent aux yeux. Une pluie peut à nouveau réduire ce travail à néant. Le service chargé des voies et bâtiments du CFCO devrait donc poursuivre continuellement son oeuvre en élevant le niveau de vigilance pour éviter que le pire n'arrive non seulement en ces lieux mais aussi à plusieurs autres endroits où les pointes d'érosion se font voir.

D'ailleurs, à quelques mètres du dégât ici décrit, une érosion s'annonce. Il est bien clair qu'au cas où un accident surviendrait dans ces zones, il entraînerait beaucoup de pertes en vies humaines et de dégâts matériels d'autant plus que les habitations sont construites proche de la voie ferrée.

Rominique Makaya

Le décor de nature à faciliter un déraillement au cas où un train y passerait avant réparation a fait peur aux riverains...



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

VOEUX AUX FORCES VIVES

La société civile appelée à faire montre de neutralité

Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, a invité, le 8 janvier à Brazzaville, la société civile à préserver sa neutralité en s'abstenant de mener les activités dévolues aux partis politiques.



Le président Denis Sassou N'Gusso répondant aux vœux des forces vives de la nation/Adiac

« C'est ici le lieu de fustiger toute démarche consistant à contourner la loi et à s'abriter derrière le label des ONG dans le but de mener des activités qui sont du ressort des partis politiques. Cette pratique met en péril la neutralité et la crédibilité de la société civile... », a-t-il déclaré lors de l'échange des vœux du Nouvel An avec les forces vives de la nation. Le chef de l'Etat congolais a ajouté qu'« il importe à la société civile de préserver son intégrité et ses atouts les plus adéquats pour accompagner notre pays dans les actions engagées face aux défis du développement ». Il a affirmé son optimisme quant à la relance de l'économie nationale qui a subi un grand coup à cause de la crise provoquée par la chute drastique du prix de baril de pétrole sur le marché mondial.

La délinquance juvénile qui prend corps dans certaines

agglomérations du pays, notamment à travers le phénomène des « bébés noirs » et autres, a également fait l'objet de l'adresse du président de la République. Denis Sassou N'Gusso a, dans cette optique, souligné la responsabilité parentale dans l'éducation des enfants, avant d'appeler les confessions religieuses à intensifier des actions en faveur de la conscientisation et du réarmement moral des communautés. « La paix chèrement acquise règne sur l'ensemble du territoire national. Il nous faut impérativement la sauvegarder chaque jour. A ce titre, les initiatives pertinentes prises par les forces vives de la nation au bénéfice de la consolidation de la paix sociale, de la cohésion et de l'unité nationales importent toujours notre adhésion », a-t-il indiqué.

Christian Brice Elion

TRÔNE BATTLE

Les artistes s'affrontent ce jeudi

Rassemblant de nombreux jeunes danseurs issus de Pointe-Noire et Brazzaville, la compétition de danse se tient ce 9 janvier sur le parvis de l'Institut français du Congo (IFC), en vue de couronner les meilleurs «krumpers» entre les deux capitales.

Initié par le groupe « Armée street » avec le soutien des Ateliers Sahn et l'IFC, le « Trône battle » est une compétition de danse articulée essentiellement autour du « krump », danse moderne née dans les années 2000, au cœur des banlieues des villes américaines. Aux apparences violentes à cause des mouvements exécutés précipitamment et avec rage, le krump n'est pas agressif. En réalité, il est une expression des émotions et sentiments externe, le reflet de la vie et l'univers dans toute leur diversité. « A mes débuts, je trouvais le krump très excessif et confus

avec ces mouvements dans tous les sens. Mais, chemin faisant, j'y ai découvert une thérapie. En effet, la pratique de cette danse m'a permis de surmonter la dépression et biens d'autres soucis. Tout ce que je ne pouvais dire avec mes mots par la bouche, je le laissais couler par la danse », nous a confié l'un des artistes en compétition.

Poursuivant dans cette lancée, les organisateurs affirment que le « Trône battle » n'est pas un conflit entre artistes mais plutôt une confrontation dans les normes de l'art. « D'autant plus que le krump est souvent mal perçu, nous avons initié cette compétition pour changer les codes. Comme le football, le slam, la danse classique, la littérature ou encore le chant, le krump aussi est un art. Tout le monde ne peut pas se prétendre « krumper » car il exige de l'apprentissage. Cette compétition est une manière de reconnaître aussi les efforts et le talent de ces jeunes artistes qui contre vents et marées persévèrent au nom de la passion », a déclaré Boy prince, danseur et membre du jury de cette compétition. Notons que tous les participants ont bénéficié d'un workshop, atelier de travail organisé et axé sur une thématique, le 8 janvier, pour mieux aborder la compétition.

Merveille Atipo



INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 06 AU 12 JANVIER

MARDI 07 JANVIER
18H30 CINE-CLUB : EDMOND

MERCREDI 08 JANVIER
15H00 DEBAT D'IDEES : DANS QUELLES VILLES VIV(R)ONS NOUS ?

19H00 MERCREDI A LA CAFET' : NALDSO

JEUDI 09 JANVIER
15H00 DANSE : TRÔNE 100% BATTLE DE KRUMP / PARVIS

VENDREDI 10 JANVIER
15H00 RENCONTRE LITTÉRAIRE EN HOMMAGE À GEORGES BALANDIER
AVEC LES AUTEURS DU LIVRE *RETOUR AUX "BRAZZAVILLES NOIRES"*

19H00 HUMOUR : BONANA 2020

SAMEDI 11 JANVIER
10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI
DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE ET RENCONTRES DE SCRABBLE)

19H00 HUMOUR : BONANA 2020

DIMANCHE 12 JANVIER
17H30 DIMANCHE A LA CAFE'T : LES BANTOUS DE LA CAPITALE

DIPLOMATIE

Jean Baptiste Lemoyne en visite au Gabon

Pour la première fois depuis la réélection d'Ali Bongo Ondimba en 2016, un ministre français effectuera une visite officielle à Libreville, les 8 et 9 janvier.

Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, devrait être porteur d'un message d'Emmanuel Macron au président gabonais. Au cours de son séjour, le ministre français posera la première pierre de la nouvelle ambassade de France qui sera mieux adaptée aux réalités du XXIe siècle. Il s'agit d'un nouveau bâtiment qui réunira prochainement l'ambassade et le Consulat général de France à Libreville.

La visite du secrétaire d'État français intervient trois semaines après la fin du dialogue politique intensifié entre le Gabon et l'Union européenne. Juste après la libération d'office du cyberactiviste Landry Amiang Washington. Une rencontre avec des parlementaires de la majorité et de l'opposition est également prévue, selon plusieurs sources. Cette visite ministérielle permettra de faire le point sur les relations économiques et financières entre les deux pays. Le limogeage, le 16 octobre 2019, de Frédéric Bongo, demi-frère du chef de l'État, qui était le tout-puissant chef du système sécuritaire du président Ali Bongo Ondimba, pourrait aussi faire partie des discussions.

Enfin, la montée en puissance de la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée, notamment au large de Libreville et du Cameroun, constitue également une source d'inquiétude grandissante. Pour le porte-parole de la présidence Jessye Ella Ekogha, la visite du secrétaire d'Etat français marque le retour des choses et l'excellence des relations entre les deux pays.

Rappelons que Jean-Baptiste Lemoyne avait inauguré une nouvelle base navale inter-Etats, en juillet 2019 à Tica, près de la frontière camerounaise, dans la partie continentale de la Guinée Equatoriale. Ce déplacement avait quelque peu irrité le Palais du bord de mer, car une simple escale à Libreville n'était même pas au programme. Cette fois-ci, le ministre d'Etat français passera une nuit à Libreville, signe que les relations entre les deux pays se sont bien décrispées.

Yvette Reine Nzaba

Meilleurs
Vœux
2020

Toute l'équipe
de l'Institut français du Congo
à Brazzaville vous souhaite une
BONNE ANNÉE 2020 !



Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur www.institutfrancais-congo.com



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

*Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.*



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



ARTS DE SCÈNE

Les professionnels se retrouvent à Brazzaville

L'assemblée générale du Centre de la République du Congo de l'Institut international de théâtre (IIT) aura lieu, le 18 janvier, dans la salle de conférence du ministère de la Culture et des Arts.



Les membres du bureau de l'IIT à Brazzaville/DR

L'activité qui réunira les dramaturges, metteurs en scène, comédiens, chroniqueurs culturels, chorégraphes, danseurs, régisseurs, directeurs de festivals et de troupes, mécènes, spectateurs, amoureux des arts de la scène s'articulera sur la vulgarisation des statuts et du règlement intérieur, l'élection des membres du bureau de coordination de l'IIT de Brazzaville, le renforcement de l'équipe du comité d'organisation de la 3e édition

du Fitaas (Festival international de théâtre et autres arts de la scène) qui obéit à une recommandation prise lors du 35e congrès mondial de l'IIT, tenu à Segovia, en Espagne, il y a quatre ans, qui demandait à chaque pays membre de célébrer avec éclat, le 27 mars, la Journée mondiale du théâtre.

Notons que l'IIT est la plus grande organisation mondiale pour les arts de scène fondée en 1948 par des experts

du théâtre et de la danse et l'Unesco. l'IIT promeut les buts de l'Unesco, qui sont l'entente mutuelle et la paix, et défend la promotion et la protection des expressions culturelles, peu importe l'âge, le genre, la croyance ou l'éthnie. Il travaille à cette fin en international et en national dans les domaines de l'éducation artistique, les échanges et les collaborations internationales et la formation.

Hervé Brice Mampouya

LINAFOOT

Inter prend momentanément la tête du championnat

L'équipe des Forces armées congolaises du département de Pointe-Noire a battu, le 7 janvier, en match comptant pour la deuxième journée du Championnat national Ligue 2, le Club des jeunes sur le score de 3 buts à 0 et prend la tête du championnat avec 4 points. Mais, avant ce match, Beni sport a eu raison de Fleur du ciel, 2 buts à 0.

Après son nul vierge concédé face à Tchimaghi en première journée, Inter de Pointe-Noire a été sans pitié le 7 janvier face au Club des jeunes qu'il a sévèrement battu 3 buts à 0. Gilbert Bakoutou, l'entraîneur de l'équipe militaire, et ses poulains n'ont pas failli à la mission face à l'enjeu de la compétition. Nosmy Mfira a ouvert le score à la 25e minute, l'unique but de la partie. En deuxième mi-temps, Amour Tchissambou et Mbola ont respectivement salé la sauce à la 50e et aux ultimes minutes de la rencontre pour un score final de 3 buts à 0.



Inter de Pointe-Noire/Adiac

Très satisfait de ce résultat qui rassure le staff technique, Gilbert Bakoutou, l'entraîneur d'Inter de Pointe-Noire, a félicité ses joueurs même si beaucoup restent encore à faire. «Nous avons gagné avec une équipe très jeune dont certains joueurs découvrent la compétition cette année. Nous visons la montée en Ligue 1 d'honneur et non le maintien», a indiqué l'entraîneur qui a demandé aux joueurs de continuer à travailler pour des

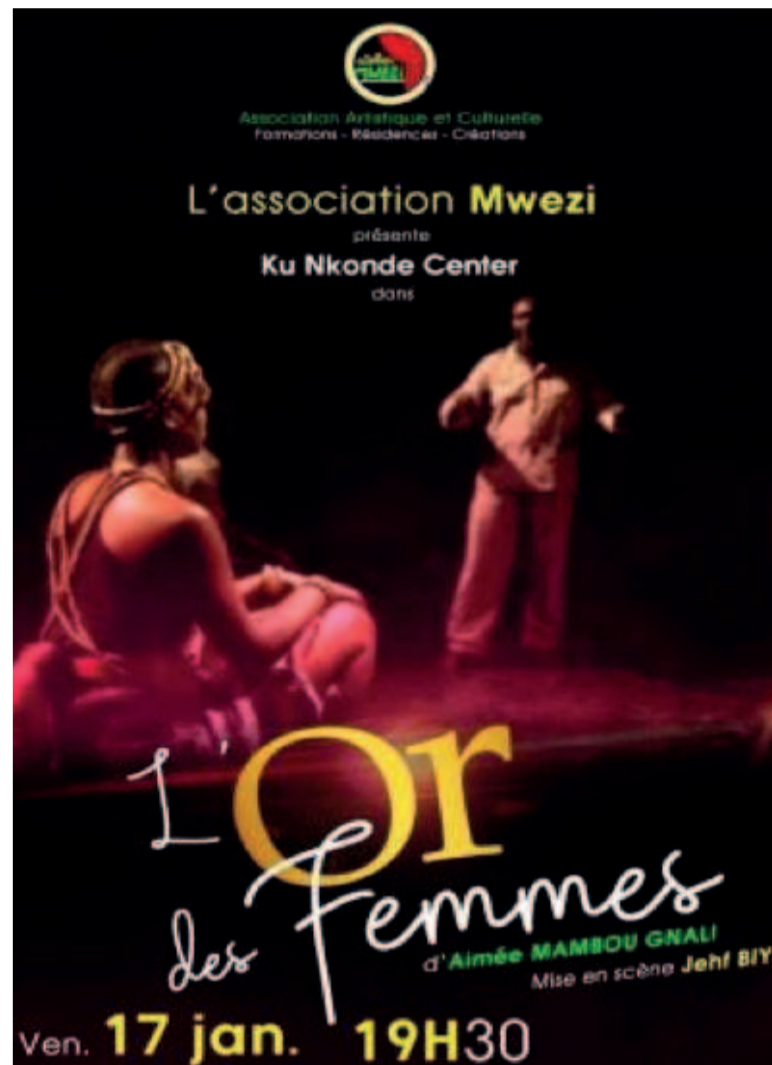
résultats meilleurs. Cependant, son adversaire, le Club des jeunes, battu lors de la première journée, vient d'enregistrer sa deuxième défaite qui le place momentanément dernier au classement provisoire au niveau de la zone B. Soulignons qu'avant cette rencontre, Fleur du Ciel vainqueur à la première journée a été méconnaissable face à Beni sport qui l'a battu, 2 buts à 0.

Charlem Léa Itoua

THÉÂTRE

L'Or des femmes en scène à l'atelier Mwezi

La représentation de L'Or des femmes, roman de l'écrivaine congolaise Mambou Aimée Gnali adapté au théâtre, aura lieu le 14 janvier à cet espace situé à Tchimbamba dans l'arrondissement 1 Emery Patrice-Lumumba.



L'affiche du spectacle

Avec une mise en scène de Jehf Biyeri, la pièce sera jouée par des talents de l'atelier Ku Nkonde center de l'Association artistique et culturel Mwezi, notamment Rolph Nguié, Laure Bandoki, Pavely Manga, Andranne Covy Mbemba, Meryl Bayimissa, Roger Tsiampassi et Doria Lembe. Selma Mayala, président de ladite association a d'ailleurs invité le public ponténégrin à venir nombreux au spectacle « afin de commencer l'année en lumière ». Cette représentation de L'Or des femmes sera la troisième après celles du Festival international Kimoko et du festival Matsina à Brazzaville l'année dernière. Paru en 2016 aux éditions Gallimard, collection Continents noirs (France), L'Or des femmes, roman de 163 pages est la deuxième œuvre de Mambou Aimée Gnali

après le récit Beto na béto, le poids de la tribu paru en 2001 toujours aux éditions Gallimard, collection Continents noirs. Le roman, qui mêle entre autres, amour, tradition et honneur, relate l'histoire de la belle Bouhoussou soumise aux rites drastiques de l'initiation des filles nubiles (le Tchikumbi), Bahoussou dont le jeune Mavoungou est amoureux. Mais leur union s'avère impossible car la jeune fille est destinée à épouser L'Or des femmes, un homme noble et bien plus âgé qu'elle. Un fait que les jeunes contestent. Mavoungou et Bouhoussou réussiront-ils à vivre leur amour ? L'Or des femmes renoncera-t-il à épouser Bahoussa ? La tradition l'emportera-t-elle sur le modernisme ? Les réponses sont à découvrir lors du spectacle.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

FOOTBALL

L'Afrique a un nouveau roi

Le Sénégalais Sadio Mané a été sacré, le 7 janvier à Hurgada, en Égypte, pour la première fois, meilleur joueur africain de l'année, par la Confédération africaine de football (Caf). Il remplace son co-équipier de club, Mohamed Salah.

Le jeune attaquant de vingt-sept ans de Liverpool a bel et bien devancé son équipier, l'Égyptien Mohammed Salah, et l'Algérien Riyad Mahrez. Quatrième au classement du Ballon d'Or, Sadio Mané a confirmé le mardi soir en remportant le titre de meilleur joueur africain de l'année 2019.

Le meneur des Lions de la Teranga a eu une année très brillante tant avec Liverpool (victoires en Ligue des champions et au Mondial des clubs), qu'avec sa sélection, battue en finale de la Coupe d'Afrique des nations (Can) par l'Algérie. Il a marqué trente-quatre buts durant l'année avec douze passes décisives en soixante et un matches. Sadio Mané a terminé co-meilleur buteur de la saison 2018-2019 de Premier League, avec Mohammed Salah et le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang (22 buts).

Après El-Hadji Diouf en 2002, il redonne de la joie aux supporters sénégalais. « Je suis vraiment content et fier de remporter ce trophée », a réagi sur le podium le Sénégalais, seul joueur présent parmi les trois nommés.

Si ce titre peut consoler les Sénégalais, qui avaient manqué de remporter la Can face à l'Algérie, cela devrait sonner comme un rappel pour l'équipe nationale du Congo puisque les Diabes rouges affronteront les Lions de la Teranga, le 5 octobre prochain, dans le cadre de la cinquième et avant dernière journée des éliminatoires de la Can, Cameroun 2021. A ce jour, le Congo est placé deuxième derrière le Sénégal.



Le Sénégalais Sadio Mané / photo AFP

La Nigériane Asisat Oshoala a été sacrée meilleure joueuse africaine

L'attaquante de Barcelone a atteint la finale de la Ligue des champions et aidé le Nigeria à sortir des poules lors du Mondial 2019 en France, conclu par

une élimination en huitièmes de finale. La seconde équipe africaine qui est sortie des poules, le Cameroun, a remporté le prix de la meilleure équipe de l'année.

Notons que la cérémonie a été animée par Samuel Eto'o, quadruple vainqueur

du trophée, en présence de plusieurs personnalités dont le président de la Fifa, Gianni Infantino et de l'entraîneur français Arsène Wenger.

Le palmarès

Meilleur joueur : Sadio Mané
Meilleure équipe masculine : Algérie
Meilleur entraîneur d'une équipe masculine : Djamel Belmadi (Algérie)
Meilleur jeune joueur : Achraf Hakimi (Maroc)

Onze de l'année : Andre Onana (Cameroun/Ajax Amsterdam), Achraf Hakimi (Maroc/ Borussia Dortmund), Kalidou Koulibaly (Cameroun/Naples), Joël Matip (Cameroun/Liverpool), Serge Aurier (Côte d'Ivoire/ Tottenham); Hakim Ziyech (Maroc/Ajax Amsterdam), Idrissa Gueye (Sénégal/PSG), Riyad Mahrez (Algérie/Manchester City); Mohammed Salah (Égypte/Liverpool), Pierre-Emerick Aubameyang (Gabon/ Arsenal), Sadio Mané (Sénégal/Liverpool).

Meilleur joueur africain jouant dans un club continental : Youcef Belaili (Algérie)

Meilleur président d'un club africain : Moïse Katumbi (TP Mazembe, Congo)

Prix spécial : Kodjovi Obilale (Togo)

Meilleure joueuse : Asisat Oshoala (Nigeria)

Meilleure équipe féminine : Cameroun

Meilleur entraîneur d'une équipe féminine : Desiree Ellis (Afrique du Sud)

Meilleure fédération : Égypte

Rude Ngoma

MUCODEC

Reprise progressive des activités après la grève

Une partie du personnel a cessé le travail, depuis le 6 janvier, réclamant une augmentation des salaires et des meilleures conditions de travail. Jusqu'à ce mercredi, la présence policière est encore visible autour de la direction générale.

Les grévistes et les dirigeants sociaux devront entamer des négociations pour essayer de désamorcer la crise qui affecte le réseau des Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit (Mucodec). Difficile d'avoir un responsable des grévistes et quelques journalistes qui ont essayé d'aborder ces derniers ont été violemment repoussés ; ce qui traduit la tension persistante parmi les travailleurs de la microfinance.

Du côté de la direction générale des Mucodec, l'on tente de minimiser l'impact de la crise sociale. D'après le directeur commercial, Ghislain Arsène Mvouama, le mouvement ne concerne qu'une partie des travailleurs. « Nous avons fait face à une grève qui a duré deux jours organisée par une partie des travailleurs des Mucodec (...) L'activité a repris normalement dans l'ensemble du réseau Mucodec, toutes les agences sont ouvertes et peuvent accueillir des sociétaires (clients) pour toutes les différentes opérations », a assuré Ghislain Arsène Mvouama.

La présence policière constatée au sein de l'agence centrale, a-t-il poursuivi, est préventive dans le but de sécuriser les locaux en cas d'abus et d'agitations. Puisqu'une autre partie des syndicalistes fustigent le non-respect de la procédure légale par les grévistes. Cette branche du personnel est favorable avec la direction générale.

Fiacre Kombo

SANTÉ

La propagation de la polio demeure un problème de santé publique international

La propagation de la poliomyélite à l'échelle internationale reste un problème mondial de santé publique, a conclu le Comité d'urgence convoqué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

«Le Comité a convenu à l'unanimité que le risque de propagation internationale du virus de la polio reste une urgence de santé publique de portée internationale et a recommandé la prolongation des recommandations temporaires pour une période supplémentaire de trois mois», ont déclaré les experts dans un communiqué publié mardi, à l'issue de leur 23^e réunion.

Le Comité d'urgence, qui s'est réuni en décembre, s'est déclaré préoccupé par «l'augmentation significative» des cas de poliovirus sauvage 1 (PVS1), la dernière des trois souches à être éliminée. Il y a

eu vingt-huit cas en 2018, contre cent treize à la mi-décembre de l'année dernière, «sans que l'on ait encore réussi à inverser cette tendance».

Les experts ont déclaré que les progrès récents «semblent s'être inversés», car la propagation internationale du PVS1 est à son point le plus élevé depuis la déclaration d'une urgence de santé publique de portée internationale en 2014. La transmission reste répandue au Pakistan, où les défis à relever sont notamment le refus persistant des individus et des communautés d'accepter la vaccination. On a également constaté une nouvelle propagation vers l'Afghanistan voisin,

où l'instabilité persistante rend de nombreux enfants inaccessibles, en particulier dans le sud.

En outre, la propagation du cVDPV2 a été enregistrée en Afrique de l'Ouest et dans la région du lac Tchad, atteignant la Côte d'Ivoire, le Togo et le Tchad, tandis que le cVDPV1 s'est déplacé des Philippines vers la Malaisie. «L'émergence rapide de multiples souches de PVDVc2 dans plusieurs pays est sans précédent et très préoccupante, et n'est pas encore totalement comprise», s'est inquiété le comité dans la déclaration.

Dans l'ensemble, les pays touchés par le poliovirus sauvage 1, ou par des souches de poliovirus circulantes dérivées de la vaccination, devraient déclarer officiellement que l'arrêt de sa propagation est une urgence nationale de santé publique, a précisé le Comité dans ses recommandations temporaires.

Xinhua

«Le Comité a convenu à l'unanimité que le risque de propagation internationale du virus de la polio reste une urgence de santé publique de portée internationale et a recommandé la prolongation des recommandations temporaires pour une période supplémentaire de trois mois»